

parti qui est notre ennemi au Mexique, le parti conservateur, le parti européen, le parti espagnol, à l'exception toutefois de Marquez, le lieutenant le plus décrié de Miramon. Et pour résoudre le problème soulevé à trois milles lieues de nos rivages, pour renverser Juarez comme pour l'œuvre infiniment plus embrouillée et plus longue de le remplacer, la France est demeurée seule!

CHAPITRE VII.

QUE VA FAIRE LA FRANCE AU MEXIQUE?

Mais ici se présente une question : que va faire la France au Mexique?

Nous n'avons, pour nous orienter en une matière aussi délicate, parmi les conjectures les plus diverses et les commentaires les plus contradictoires, que le discours de M. Billault au Corps législatif, le 27 juin 1862. A entendre l'orateur officiel, appuyé par les proclamations récentes du général Forey, la France appellerait au scrutin tous les citoyens et les inviterait à se prononcer sur les mérites de leur gouvernement; elle serait décidée, pour son compte, à ne jamais négocier avec Juarez, à moins toutefois que le suffrage universel ne le renvoyât au pouvoir d'où nos armes l'auraient précipité, car alors, ajoutait M. le ministre sans portefeuille, *si le gouvernement de Juarez convient aux Mexicains, ainsi soit-il!*

Nonobstant ces déclarations, nous avons peine à croire qu'il suffise à un grand peuple d'assister en amateur au spectacle, d'ailleurs très-amusant, de

cinq à six millions d'Indiens transformés en électeurs. Cette attitude serait trop modeste; après l'énorme responsabilité qu'il a librement acceptée, le gouvernement impérial est tenu d'avoir un avis dans les affaires du Mexique, il est tenu de le faire triompher, de peur que, là aussi, tout cela *ne finisse n'importe comment*.

Nous nous trouvons ainsi ramenés à notre première question : que voudra la France au Mexique, une monarchie ou une république ?

Si c'était une monarchie qui dût sortir de l'urne, nous n'en aurions guère compris qu'une seule. Il nous eût paru raisonnable ou plutôt rationnel que le gouvernement se réservât les bénéfices de l'opération dont il courait les chances et endurait les charges; qu'il tentât au Mexique ce qu'on avait reproché aigrement à Louis-Philippe de n'avoir pas accompli en Belgique; qu'en un mot, puisqu'il se donnait les embarras de faire un roi, il le fit français. Pourquoi, par exemple, le prince Napoléon ne serait-il pas introduit empereur d'Anahuac, comme on disait d'Iturbide ? Avec un souverain de sa création et de sa race, la France aurait plus de garanties d'une alliance fidèle et sûre, elle serait dans des conditions meilleures pour tirer quelque profit sérieux du Mexique, pour changer cette lande de la barbarie en une espèce de Canada aurifère et argentifère où elle battrait

monnaie; peut-être, dans une dislocation fatale des États-Unis, ce grand nom de Napoléon se dressant sur un point des rivages américains, pourrait-il attirer vers le royaume naissant le Texas, où émigrèrent après 1814 de nombreux vétérans de nos armées, la Louisiane, que les premiers jours du siècle trouvèrent toute pleine encore de la France !

Nous ne prétendons nullement, qu'on veuille bien ne pas l'oublier, exprimer un regret ou un vœu, nous sommes convaincu que le but à atteindre serait hors de proportion avec l'enjeu et les risques; ce que nous nous bornons à remarquer, c'est qu'en cas d'établissement monarchique à Mexico, il y aurait là, dans l'avènement d'un prince français, l'apparence d'un succès national comme prix de tant d'efforts et de dépenses. M. Billault, du reste, a annoncé que rien de pareil ne se produirait; il a reconnu l'hypothèse, la probabilité même d'un essai de monarchie, puis il s'est empressé d'ajouter, dans son discours du 27 juin : « La France n'a dit qu'une chose : Je déclare n'avoir ni pour mon pays ni pour la famille impériale aucune ambition, je ne rêve aucune conquête (1). » C'est pousser un peu loin l'abnégation, dès qu'on se résout aux rudes nécessités de la guerre; quand Louis XV,

(1) Ces assurances ont été renouvelées par M. Drouyn de Lhuys, dans une dépêche à M. Barrot, en date du 22 décembre 1862, citée plus haut (p. 46).

de futile mémoire, se vantait au traité d'Aix-la-Chapelle de faire la paix *en roi et non en marchand*, il élevait des fils de France sur ces trônes de Naples et de Parme que viennent de renverser les Piémontais pour se blottir dans leurs débris.

Nous cherchons alors avec une curiosité inquiète quel serait le candidat français au Mexique.

En dépit de quelques théoriciens plus en faveur auprès du pouvoir qu'en vogue auprès du public, nous ne nous résignons pas à admettre que la pensée du gouvernement impérial se soit sérieusement arrêtée sur l'archiduc Maximilien d'Autriche (1) ou sur tout autre prince étranger, badois, suédois, hollandais, russe.

Certes, pour ne parler que d'un seul, de celui qui après tout vaudrait le mieux, de l'archiduc Maximilien, l'idée en elle-même ne laisse pas d'être piquante; en un temps où le principe des nationalités sert à jeter à bas des dynasties qui ne justifient, comme celle de saint Pierre à Rome, que de dix-huit cents années d'existence commune avec leurs peuples, s'en aller choisir pour commander à un mélange

(1) Les documents diplomatiques (voir l'Appendice n° III), produits au Parlement espagnol depuis la première édition de cet écrit, ne permettent aucun doute sur l'appui prêté par le gouvernement impérial à cette candidature dont l'initiative, du reste, lui appartient.

d'Atzèques, d'Alpaches, d'Indiens, de Latins, d'Ibères, de créoles, de métis, qui donc? un Allemand, cela semble une plaisanterie! Plaisanterie amère et cruelle pour la France! imaginez-vous cet Allemand subitement transporté au Mexique; quelles que soient ses qualités personnelles, il sera dépaysé, sans racines dans le sol, sans appui dans les traditions, exilé parmi ses sujets avec lesquels il ne correspondra que par trucheman, ayant contre lui le parti européen de Miramon et le parti américain de Juarez, tout perdu dans une désespérante unanimité d'indifférence et de haine. Qui l'assistera? qui lui fournira une garde? qui l'aidera à expérimenter son empire? Ce ne sera pas l'Espagne; promu malgré elle et contre elle, le prétendant devra s'arranger sans elle. Ce ne sera même pas l'Autriche : à une autre époque, elle n'eût pas manqué de saisir avec son opiniâtreté proverbiale cette occasion de reprendre pied au Nouveau Monde; aujourd'hui que, des Alpes du Tyrol aux montagnes de la Hongrie et de la Bohême, un tas de brouillons lui disputent jusqu'au nécessaire, elle a peu de goût pour le superflu ruineux d'une vice-royauté dans les Cordillères. Ce sera la France! Cette même France qui jadis, avec Louis XIV, Villars, Torcy, s'acharnait à supplanter dans la succession d'Espagne la Maison d'Autriche! son rôle serait changé, elle ne pourrait évacuer le

pays qu'elle n'eût étayé son œuvre, sans quoi tout croulerait derrière elle ; l'honneur la condamnerait à faire de son armée une légion étrangère à Mexico, le tout pour assurer un apanage transatlantique à un cadet des Hapsbourgs.

Nous osons même prédire que, la monarchie de l'archiduc finit-elle par se soutenir de ses propres forces, le bénéfice ne serait pas pour nous ; avec le dernier de nos soldats se retirerait notre influence, et le pavillon britannique se déploierait bien vite sur notre protégé. Tant que l'édifice sera inachevé et chancelant, nous n'avons pas de rivalité à craindre : l'Angleterre demeurera soigneusement et dédaigneusement à l'écart ; si, d'abord, elle a fait mine de contribuer à l'expédition, ç'a été dans des vues assez confuses, peut-être pour surveiller de plus près la France et l'Espagne, peut-être aussi dans le désir de pratiquer du côté du Texas une brèche par où elle achèterait aux États du Sud leur coton et leur livrerait ses produits ; mieux avisée, elle est rentrée dans son isolement, elle attend et regarde, plutôt favorable qu'hostile à une entreprise qui nous occupe à grands frais, inquiète et irrite l'Amérique du Nord, détourne du Canada une explosion imminente. Qu'il s'élève jamais au Mexique quelque établissement respectable ; elle se remontrera alors, pour le confisquer ! L'Angleterre a sur nous une incontestable

avance ; toutes les places de sûreté, tous les postes importants sont à sa discrétion. Pendant que de nos antiques richesses coloniales de la Louisiane et de Saint-Domingue nous n'avons pas conservé la moindre station maritime, cette nation, que la liberté a faite si grande, est partout ; elle possède à l'entrée du golfe du Mexique les îles de Bahama, au milieu la Jamaïque, à l'extrémité Balise, comptoir autrefois fondé par ses négociants pour l'exploitation des bois de teinture et d'ébénisterie, seul port oriental de la presqu'île de Yucatan, rade magnifique qui s'étend sur un espace de cinq lieues. Dans l'intérieur même du Mexique, elle a des intérêts engagés : c'est à ses nationaux qu'appartiennent les mines d'argent de Montréal ; ses vaisseaux de guerre s'adonnent régulièrement, le long des côtes, à la contrebande des piastres ; ils ont, en certaines années (1), recueilli à cette source pour plusieurs millions de métaux précieux. Devant cette puissance anglaise qui l'enserrera de toute part, puissance mortelle à ses ennemis et propice à ses amis, comment l'archiduc d'Autriche ne tomberait-il pas tout entier sous le joug d'une

(1) M. Michel Chevalier, dans un article publié le 15 décembre 1846 sur *les mines d'argent et d'or du Nouveau Monde*, dit « que la valeur des métaux précieux embarqués en 1840 dans les différents ports mexicains de l'océan Pacifique, sur les navires de guerre anglais, par contrebande, s'est élevée à plus de 6 millions de piastres. »

alliance vers laquelle l'inclineraient déjà des sympathies communes, des habitudes domestiques et séculaires? Quelque chose se passera au Mexique de ce qui vient de se passer en Syrie; il est plus de ressemblance qu'il ne paraît, entre le nouveau monde espagnol et le vieux monde turc, l'un et l'autre enfouis dans une oisiveté agitée, avec cette différence toutefois, qu'à travers toutes leurs souffrances, celui-ci se reconstitue et celui-là se décompose! En Syrie comme au Mexique, deux partis, ou, pour mieux dire, deux races animées de passions furieuses se trouvaient en présence: pour les faire vivre en paix, il fallait s'appuyer sur la race la plus nombreuse et la plus saine, les Maronites, lui demander un chef dont l'autorité s'exercerait également sur tout le Liban; au lieu de cela, toutes les forces indigènes ont été rejetées en bloc, Joseph Karram a eu le même sort que Miramon, on a improvisé un Arménien de Constantinople, lequel, inconnu, suspect, odieux à tous, gouverne adossé à la Grande-Bretagne.

Mais nous raisonnons comme si la monarchie mexicaine avait pris quelque consistance; il y a plus de chances pour qu'elle n'arrive même pas à terme, invinciblement contrariée par la nature des choses, ou bien dispersée dès ses premières semences par un ouragan venu du dehors.

A considérer simplement le Mexique, que de mo-

tifs d'appréhension! est-il temps encore pour une monarchie? après des convulsions de toute sorte, dans les terres mouvantes de cette société plus dissoute que dissolue, au milieu d'hommes à qui manquent les vertus civiques comme les vertus chevaleresques, un trône aura-t-il où s'implanter? Les conspirations, les ambitions, les querelles de races, les révoltes du sang américain et du sang indien ne se déchaîneront-elles pas impunément dans ces contrées d'une immensité insaisissable? La république, qui est le juste idéal des nations assez viriles pour se conduire elles-mêmes, n'est-elle pas aussi, comme le remarquait M. Donoso Cortès, le gouvernement légitime des sujets ingouvernables? C'est le comble de la misère, pour les peuples, de ne pouvoir plus supporter le remède qui les sauverait; ils ont besoin d'un principe de durée, d'une règle immuable et supérieure, et ils s'en sont rendus incapables; accessibles à la peur, ils ont cessé de l'être au respect; ils poursuivent l'ombre de plus en plus effacée de la royauté dans des dictatures de plus en plus avilies.

A l'extérieur, sur les frontières, le péril n'est pas moindre; un geste de l'Amérique du Nord bouleverserait les matériaux à peine rassemblés de la monarchie. Et ce péril, qu'on ne le croie pas supprimé par la crise qui sévit en ce moment; elle ne l'ajourne

dans le présent que pour lui donner, dans un court avenir, plus d'intensité (1).

Si l'Union américaine se ressoude jamais, elle aura subi une transformation, elle sera bien près d'être l'unité. Ce n'est pas en vain que la guerre, avec tous les jeux de la force, s'abat sur une société : elle la dénature; d'autres goûts, d'autres mœurs se prennent; tous les instincts de violence qui bouillonnaient dans les profondeurs cachées, montent au sommet, tous les défauts innés tendent à grossir, le citoyen s'annule sous le soldat, et le règne du droit sous la loi martiale. Quelle révolution déjà ! une armée qui se suffisait avec un effectif de treize mille hommes, en compte plus d'un million ; de son autorité privée, le Président, l'intègre et scrupuleux M. Lincoln lui-même, contracte des emprunts, convoque des milices, suspend l'*habeas corpus*. Encore quelques années de ce genre ; et des innombrables multitudes

(1) Nous trouvons encore ici la confirmation de nos prévisions dans un acte officiel. « Les événements, écrivait, le 11 octobre 1861, M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Flahaut, ambassadeur de France à Londres, les événements dont les Etats-Unis sont en ce moment le théâtre, donnent à ces considérations une importance nouvelle et plus urgente. Il est permis de supposer, en effet, que si l'issue de la crise américaine consacrait la séparation définitive du Nord et du Sud, les deux nouvelles Confédérations chercheraient l'une et l'autre des compensations que le territoire du Mexique, livré à une dissolution sociale, offrirait à leurs compétitions. » Combien, dès lors, c'était un devoir sacré, pour la France, de ne rien faire qui pût encourager la Confédération du Sud!

enrégimentées qui ont changé le pays le plus libre et le plus heureux du monde en un cirque où l'on s'égorge, sortira vraisemblablement une démocratie militaire, menée par un gouvernement plus concentré et plus compacte. Supposez la paix conclue, tous ces bras et toutes ces âmes désarmeront-ils par enchantement ? où les occuper ? quel emploi offrir à ces ambitions ? quelle diversion à ces haines ? quel aliment à ces passions qu'on entendra gronder, douloureusement repliées sur elles-mêmes ? Le champ de bataille, le terrain commun où se consommera la réconciliation, sont tout indiqués : ils seront au Mexique.

Que si, au contraire, un nouvel Etat s'élève, ce sera pis encore ; il a notifié depuis longtemps sa morale, sa politique, son droit des gens. L'annexion du Mexique, celle de Cuba, celle du Nicaragua, les programmes officiels de M. Buchanan, les prospectus officieux de Lopez et de Walker, voilà quelle sera la Charte diplomatique de la Confédération du Sud : créée par la guerre et pour la guerre, obligée d'être perpétuellement sous les armes, industrieuse association de négriers et de flibustiers régie par une dictature, cette Confédération n'aura qu'à aller en avant, elle conduira jusqu'à sa dernière étape la besogne inaugurée au Texas. Le Nord ne sera plus là pour la gêner de ses méticuleuses entraves ; elle aura des freins de moins et des aiguillons de plus : à ses appétits d'usurpation

et de conquête s'ajoutera maintenant pour elle le besoin de la conservation; elle devra s'arrondir et s'agrandir à tout prix, afin de ne pas être trop inférieure à l'autre Confédération qui s'agitiera sur sa tête.

Ah ! ils sentiront tôt ou tard leur faute, les imprudents qui dès le début ont accueilli et précipité les événements d'Amérique avec une joie sauvage. Il était si facile de tenter une pacification ! le grand cœur de la France s'interposant entre ces frères divisés n'aurait-il pas été capable d'exercer l'office sublime qu'en 1833, deux simples citoyens, MM. Clay et Calhoun, avaient rempli au milieu des acclamations et de la gratitude nationales ? Qu'y avait-il à faire, au surplus ? S'adresser d'abord à ceux qui étaient les révoltés et les assaillants, ne leur témoigner aucune sympathie, ne leur laisser aucune espérance, parler énergiquement à leurs délégués qui conspiraient en Europe, leur montrer dans l'opinion publique indignée et unanime le mur d'airain qui s'élèverait éternellement contre leur cause flétrie par l'esclavage; puis se tourner vers les Etats du Nord, vers les chefs qui les représentent et les dirigent, vers M. Lincoln, en appeler à cette longanimité dont ils ont fourni tant de gages, les exhorter à toutes les concessions acceptables, leur conseiller l'abaissement des tarifs exorbitants, la ratification et, au besoin, l'extension des garanties constitutionnelles pour l'indépendance

des souverainetés locales. Et quel rôle pour la France, deux fois mère des États-Unis ! quel magnifique rajouissement de son influence aux sources mêmes qui l'avaient fondée ! Avec l'honneur lui serait échu le profit, et le service rendu à l'humanité aurait abouti par surcroît à son avantage particulier; d'une main elle sauvait d'épreuves sans but la république américaine, de l'autre elle la ramenait à des conditions de modération et d'équilibre : le lien fédéral se serait trouvé relâché et non rompu; il n'y aurait toujours eu qu'un gouvernement central, mais avec des intérêts de plus en plus distincts et de mieux en mieux protégés alentour, pour être son contre-poids; la masse intacte des États-Unis aurait perdu de sa puissance d'agression contre les neutres, les inoffensifs, les faibles, et elle aurait gardé toute sa force de résistance contre l'Angleterre. Ce n'est pas, hélas ! ce qui s'est passé; l'insurrection avait commencé à peine, que déjà les excitations et les hommages lui étaient prodigués. Les écrivains familiers, ceux-là précisément dont les résultats de la guerre faite au Pape avaient attesté les informations exactes et le crédit efficace, s'étaient remis en campagne; ils donnaient à la grande république du Nouveau Monde la gloire de se voir bafouée comme l'humble royauté pontificale; les redresseurs d'abus à Rome étaient à Richmond les courtisans les plus souples de l'escla-

vage; de la même bouche qui saluait l'unité de l'Italie, cette chimère de Mazzini gorgée de sang, ils déclaraient morte à jamais l'Union américaine, cette pensée de Washington et de Louis XVI consacrée par plus d'un demi-siècle de majestueuse et bienfaisante fécondité. Il ne leur a pas suffi que les droits des belligérants fussent conférés tout de suite aux sécessionnistes : ils leur ont annoncé tous les matins une intervention, une médiation, une reconnaissance, dont ils avaient l'air en même temps, par une aggravation d'outrage envers la France, de demander le signal à lord Palmerston; ils ont été ainsi, sorte d'agents provocateurs, montant les esprits et encourageant les sacrifices par le leurre d'un prochain secours, entraînant aux résolutions décisives et irréparables, allumant peu à peu avec des brandons épars, avec des étincelles fugitives, le formidable incendie qui ravage aujourd'hui un des plus beaux monuments de la dignité humaine. Puisse leur patrie, puisse la France ne pas apprendre trop chèrement ce qu'il en coûte d'immoler les créations profondément simples de la Providence et des années aux arrangements arbitraires de la fantaisie et du hasard ! Et puisqu'ils sont les mêmes qui ont réclamé un roi pour le Mexique, ils auront simultanément dressé la pierre d'achoppement contre laquelle se heurtera et volera en éclats leur monarchie future.

CHAPITRE VIII.

LOIN DE SIMPLIFIER LA QUESTION MEXICAINE, UNE IMMIXTION DE LA FRANCE DANS LES AFFAIRES DES ÉTATS-UNIS NE TENDRAIT QU'À LA COMPLIQUER.

Nous n'ignorons pas que les ingénieux politiques qui nous occupent, ne sont pas troublés pour si peu, ils ont une ressource qu'ils ne produisent encore qu'à mots couverts; patience, elle éclora à son heure : c'est d'annexer ou tout au moins d'unir aux États du Sud le Mexique, de confondre les deux questions, de faire des deux peuples une même et vaste Confédération. Ça et là, des difficultés de détail pourront se rencontrer, les États du Nord seront mécontents, ils résisteront; rien de plus aisé que de passer outre : à quel meilleur usage employer ces bâtiments cuirassés, ces batteries blindées, ces chaloupes canonnières, tout cet immense appareil naval, dirigé au Mexique contre un pays sans flotte et sans fleuves? On reconnaîtrait d'abord les États du Sud comme nation indépendante et séparée; après, viendrait le traité d'alliance; après, la coopération ar-